

COP 27 à Charm el-Cheik novembre 2022, 196 Etats participants.

- « **pertes et dommages** » : création d'un fonds alimenté par les pays riches, principaux émetteurs de GES pour financer les dégâts causés par le réchauffement climatique dans les PVD. Ceci grâce au revirement de l'UE puis des EU., la Chine considérant être encore un pays émergent...

Mise en œuvre : comité de 14 pays du Nord et 10 du Sud. Fonds abondé par les pays riches mais aussi ouvert aux autres (la Chine?), engagement actuel : 350 millions de \$

- **pas d'allusion aux énergies fossiles** dans le texte final : le texte invite les pays à accélérer la réductions du recours au charbon et à mettre un terme aux aides publiques aux énergies fossiles (700 milliards de \$ en 2021), Le texte mentionne seulement que les pays s'engagent à accélérer la réduction de l'utilisation du charbon et la sortie des subventions « *inefficaces* » aux énergies fossiles, la même promesse que celle prise l'an dernier à Glasgow. On y voit la pression des pays pétroliers et de la Chine, à laquelle la présidence égyptienne a prêté une oreille attentive.

- **maintien de l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5° Celsius** depuis l'ère pré-industrielle (objectif fixé à la COP 21 de Paris en 2015) .L'UE, qui a fait preuve de leadership, n'est pas parvenue à inscrire la demande d'un pic des émissions au plus tard en 2025, pour suivre les dernières recommandations du GIEC. La trajectoire suivie actuellement mène à un réchauffement supérieur à 2,5 ° d'ici la fin du siècle.

- **L'Egypte du président Sissi** acquiert une visibilité sur la scène internationale : photo où il apparaît entouré d'une centaine de chefs d'État dont le PM Rishi Sunak (RU), le président E. Macron, le président Joe Biden. Donc image d'un pays qui a l'appui des grandes puissances internationales.

Rappel : le maréchal Sissi est arrivé au pouvoir, à la suite de la destitution par l'armée du président islamiste Mohamed Morsi à l'été 2013.

Volonté de représenter les voix de l'Afrique (réparations financières exigées)

Mise en avant de la stabilité politique dans une zone frappée par l'instabilité et les conflits (Proche-Orient/Afrique saharienne), des atouts touristiques du pays (bien entamés depuis 2001).

Mais Abdel Fattah al-Sissi réprime les oppositions, surtout celle des Frères Musulmans qu'il a chassés du pouvoir. Des arrestations préventives se sont multipliées avant la COP. Le prisonnier politique Alaa Abd el-Fattah , figure de la révolution de 2011 qui avait renversé Hosni Moubarak, mène une grève de la faim pour dénoncer les conditions des 60 000 prisonniers politiques en Egypte.

Le ministre des affaires étrangères égyptien, Sameh Choukri a assuré la présidence de la COP qui a été très critiquée. Les textes proposés par la présidence égyptienne de la COP sur les ambitions de réduction des émissions constituent un retour en arrière par rapport aux exigences précédentes. La société civile n'a guère pu s'exprimer tandis que la place des lobbyistes a été facilitée : 636 lobbyistes des industrie pétrolières, parrainage de Coca-Cola

Prochaine COP 28 en 2023 à Dubaï